

✿ « **Une machine à fabriquer des histoires** », Christian Salmon, Le Monde diplomatique, novembre 2006

Fini le temps de la pensée politique, la réalité se confond avec des anecdotes prétendument « révélatrices ». Et raconter des histoires devient l'ultime arme politique de qui n'a plus rien (d'acceptable, de raisonnable) à proposer.

✿ Serge Halimi, **Le Grand Bond en arrière**, Fayard, 2004

En montrant « comment l'ordre libéral s'est imposé au monde » par un changement radical de culture démocratique, économique et sociale, cette somme de près de 600 pages pourra éveiller des échos chez le lecteur de 2008. On y regrettera cependant le peu de considération pour la question écologiste.

✿ La rubrique « **French pride** » de la revue **Mouvements** : <http://www.mouvements.info>

ou le numéro 52, « **La new droite. Une révolution conservatrice à la française ?** », novembre-décembre 2007 - Abonnement pour un an : 33,50 euros (étudiantEs et chômeurEs)

✿ **Réfutations**, film de Thomas Lacoste (66'), 12 euros en DVD ou en ligne : <http://www.lautre campagne.org/refutations.php>

✿ **Elyséthèque** : sur elysee.fr, un accès à toutes les déclarations et tous les discours de N. Sarkozy depuis son accession à la présidence. Moins drôle qu'un texte de Jonathan Swift, mais tout aussi cruel et absurde.

✿ **Le Sarkophage**, bimestriel, dans les kiosques pour 2 euros

✿ Philippe Godard, **Qu'y a-t-il derrière « valeur-travail » et identité nationale ?**, Syros, 2007

D'autres livres vont suivre dans la même collection, chacun abordant deux questions imposées dans le champ médiatique et intellectuel par la politique sarkozyste.

Les structures mentales de **LA FRANCE D'APRES**



CHICHE! - <http://www.chicheweb.org>



Bien sûr, nous étions bien désolé-e-s de mettre les pieds, en ce lundi 7 mai 2007, dans la France d'après. Même du pied gauche, ça faisait mal à qui aimait la justice, la solidarité, la pensée...

Mais depuis 2002, et plus largement depuis l'abandon de la gauche, celle qui avait « essayé », il s'agit au fond d'un même mouvement. Dépolitisation du débat politique au profit de l'expertise économique, même biaisée. Au profit du spectacle du sport électoral. Au profit enfin des égoïsmes de qui a cessé de se définir comme personne sociale.

Du nouveau ? Un homme à la personnalité encombrante, dont on a assez décortiqué la structure mentale aberrante. Mais cette brochure s'attachera moins à la personne Sarkozy qu'à la manière de penser qu'il a su imposer peu à peu à « sa » France. La rupture qu'il s'acharne à représenter est surtout l'épanouissement d'une pensée qui s'est déjà lâchée aux USA (et ailleurs) et qui trouve pour la première fois la possibilité de se lâcher en France, tel un pet longtemps contenu.

Aussi vous trouverez dans ces pages des textes sur des notions-clé de la proposition politique sarkozyste : culture de la violence, apologie du consensus, renaissance du concept de responsabilité. On tentera également d'y montrer en quoi des systèmes anciens (la grande distribution) ou nouveaux (l'emploi à domicile), mais certainement pas créés par notre nouvelle référence, participent à modeler les structures mentales de la France des années 2007-2012. Si le propos n'y est pas toujours d'une nouveauté déroutante, on espère qu'il tisse des liens originaux entre tout ce qui se dit et se fait autour de nous. Et qu'il donne envie d'aller bien plus loin dans les idées, et de faire renaître une certaine idée de la politique.

Pour aller plus loin...

Cette petite brochure, partielle et partielle, pourra vous donner envie de poursuivre l'aventure avec quelques lectures utiles...

✿ « **Rêver contre soi-même** », Mona Chollet, 28 mai 2007, <http://www.peripheries.net/article311.html>

Plutôt que de vouloir protéger leurs intérêts, les classes moyennes et populaires imaginent une improbable ascension sociale individuelle qui pourrait les sauver de leur destin politique et économique.

A retrouver dans **Rêves de droite. Défaire l'imaginaire sarkozyste**, La Découverte, mars 2008, 10 euros.

✿ Serge Portelli, **Traité de démagogie appliquée : Sarkozy, la récidive et nous**, Michalon, 2006

✿ Serge Portelli, **Nicolas Sarkozy, une République sous très haute surveillance**, L'Harmattan, mai 2007, d'abord publié en ligne sous le titre Ruptures sur www.betapolitique.fr

La Justice contre l'Etat, ou comment les magistrats se sont posés contre le système Sarko et ses simplifications abusives. Les bouquins exigeants et documentés d'un des acteurs de ce « mouvement social ».

✿ « **Connaissez-vous Nicolas Sarkozy ? Testez vos connaissances sur le nouveau président français** »

Une collection minutieuse des faits et des paroles de N. Sarkozy, pour rétablir quelques vérités. Un souci particulier pour les questions de Françafrique.

Les Renseignements généreux, brochures papier et en ligne : <http://www.les-renseignements-generaux.org>

✿ « **La culture du narcissisme. Les impacts du système capitaliste sur notre psychisme** », Les Renseignements généreux

Une démarche qui a inspiré cette brochure-ci.

moins cher le contenu de son caddie (registered trademark, encore une fois) oublie ses intérêts de salarié ou de citoyen.

Avant de refaire le monde, il nous faut détruire la grande distribution, pour relocaliser l'économie, rendre leur autonomie aux acteurs économiques (et leur imposer une responsabilité plus grande vis-à-vis de l'environnement). Mais comment ?

On a pu croire en une réponse institutionnelle. Une loi de 1973 soumet les installations de grandes surfaces aux décisions institutionnelles. Les années 1993, 1995 puis 2000 voient la publication de rapports parlementaires (venus des rangs de l'UDF ou du PS) sur l'illégalité du système. L'autorité publique connaît le problème, elle a rarement été assez volontaire pour y répondre, malgré les outils législatifs à sa disposition.

Une réponse individuelle existe aussi, accessible à qui est moins captif de cette organisation sociale, et qui a les moyens culturels et financiers d'aller dans les petits magasins bio. Une simplicité volontaire qui, malgré sa cohérence, a comme défaut sa faible portée sur la société.

Resterait la réponse collective. La vie d'un marché, une AMAP ou un groupe de consommateurs qui achète directement au producteur, avec ou sans un contrat moral, sont déjà des structures qui existent et que l'on peut pousser plus loin, en imaginant par exemple des structures de distribution associatives qui permettraient l'accès à des productions locales, transformées ou non, bio ou pas... à un prix équitable, c'est à dire qui satisfasse les deux parties dans une négociation claire.

Trois niveaux d'action, à investir selon son regard sur la démocratie, ses envies, ses possibilités. A entremêler ?

Aude

(1) Edouard Leclerc, précurseur du système, dénonçait dans les années 1950 le nombre des intermédiaires, qui faisait alors passer un produit de 1 à 4, du producteur au consommateur !

(2) Discours du 23 janvier 2008.

A lire, de Christian Jacquiau dont les interventions ont nourri ce texte, **Les Coulisses de la grande distribution**, Albin Michel, 2000



Alors que la violence est une force présente dans l'être humain et qui lui vient des âges les plus lointains, comment pourrait-il exister une culture de violence ? Une violence organisée ? Pourtant la présence dans nos villes, de plus en plus visible et audible, des dépositaires d'une violence légitimée par l'Etat (sirènes et patrouilles de police) pourrait nous convaincre qu'on est loin de ce mouvement farouche et instinctif. La violence peut être organisée, elle peut être froide et mue par des stratégies politiques.

Violence individuelle, violence collective

Entendons-nous bien, colères et mouvements violents peuvent saisir un être humain, que les raisons en soient une première violence, l'épuisement ou l'injustice. Mais de ces mouvements intimes peut naître une violence qui est acte de culture : culture viriliste, par exemple, qui propose le passage par la violence pour construire une identité masculine.

L'ado d'un milieu populaire a le choix pour construire son identité entre la consommation de biens spécifiques qui l'intègrent, croit-il, à une société (vélo-moteur bruyant ou bagnole, fringues imitées des stars du sport ou de la musique, etc.), ou l'usage de la violence qui est déjà celui de ses camarades



sur lesquels il doit se calquer, ou s'en distinguer en pire, avec la récompense assurée qui est l'intégration à un groupe cette fois très spécifique.

Le policier aussi, sur son lieu de travail, doit faire preuve d'un niveau de violence égal à celui de ses collègues, pour ne pas être stigmatisé. Si une compagnie de CRS a eu maille à partir avec des manifestant-e-s, des jeunes des cités, tout-e individu-e appartenant à l'un ou l'autre ces deux groupes sociaux sera d'emblée suspect, et le CRS devra lui manifester d'emblée une hostilité qui est celle du groupe auquel lui appartient.

Dans ces deux cas, il y a co-existence entre une violence personnelle et un début de culture de violence, laquelle peut avoir des usages politiques.

La construction d'une culture de violence

Un été, la gare est bondée, et un vigile violent s'accroche avec un voyageur qui ne l'est pas moins. Il ne s'agit pas uniquement de violence individuelle, jeune sportif à biscotos contre vieux con hargneux. Car le vigile a été froidement recruté par une société de sécurité, sur son bon entretien sportif plus que sur sa capacité à régler les conflits... et la SNCF a froidement offert le marché à cette société, qui par son action entretient la violence des usages de la gare. Prenons un acteur politique, haut fonctionnaire de police ou haut gradé dans l'armée de son pays. Lui n'a pas « la violence aux tripes », il n'a pas subi une



L'être humain multidimensionnel

Nous ne sommes pas que des pousseurs de caddie (registered trademark). Nous sommes aussi des salariés de l'industrie ou des services. Nous sommes des contribuables. Nous profitons aussi tous des recettes de l'Etat pour la solidarité nationale, la sécurité sociale, les services publics. Nous sommes même (eh oui !) des personnes avec un projet de société en tête, une éthique, un souci pour l'environnement.

Nous sommes ainsi tous touchés par la pression sur un producteur de nouilles ou de soupe en bocal, qui sous le rackets de la grande distribution adoptera toutes les stratégies pour contribuer le moins possible à la fiscalité nationale. Et pourra mettre au chômage nos mères et nos cousins qui bossent dans leurs usines.

Voici ce qu'écrivait N. Sarkozy à ce sujet : « Je vois bien que si l'on fait une partie de la parapharmacie dans les grandes surfaces, on fait baisser les tarifs et c'est bon pour les consommateurs, c'est vrai. Mais, en même temps, mon travail de chef de l'Etat, c'est aussi de penser à l'aménagement du territoire et à la véritable mission de service public des pharmacies. Dans ce débat-là, on ne peut pas réduire tout à la seule question des tarifs. Parce que si demain, dans un certain nombre de petites villes ou de territoires, il n'y a plus de pharmacie parce que chacun sait qu'ils vivent en partie sur la parapharmacie, à ce moment-là comment faites-vous l'aménagement du territoire ? » (2)

La droite est parfois capable de penser la complexité de l'être humain, pour mettre à l'abri les exigences de solidarité de l'avidité consumériste. Mais c'est uniquement son cœur de cible électoral qui bénéficiera de sa largeur de vues. Pour les autres secteurs de l'économie (et notamment ceux de la production), c'est le seul consommateur qu'on va feindre d'écouter.

Car il n'est pas question politiquement d'interdire ce rackets organisé, on va au contraire le légaliser en permettant la vente à perte... Sarkozy et ses ministres vont assurer le pouvoir d'achat des futurs chômeurs en donnant l'arme ultime au système qui les met à la rue !

Un contre-projet politique ?

La grande distribution n'est pas un système dans les marges du capitalisme, c'est la pointe avancée de la destruction des solidarités, et de la partition inhumaine de l'individu en régime capitaliste : le consommateur qui paie

70 000 entreprises et 400 000 agriculteurs, acteurs économiques qui irriguent le pays, doivent passer par l'une ou l'autre des cinq centrales d'achat qui monnayent l'accès au marché français (90% des produits consommés en France, de la supérette Casino à l'hypermarché Géant).

Si le consommateur croit « s'y retrouver », ce sont ces entreprises et les personnes qui y travaillent qui sont les premières lésées par le système.

Qui paye ?

La grosse industrie agro-alimentaire, celle qui concentre sa production et ses profits, a su s'adapter à ces conditions. Comprimer les prix ? Pas de souci, les matières premières sont déjà achetées le moins cher possible à des agriculteurs qui poussent à fond la productivité à coups d'engrais et de pesticides. Quant aux coûts de main d'œuvre... si vous n'êtes pas contents, on délocalise.

Les petits producteurs ont du mal à suivre, et sont d'autant plus sensibles aux processus de concentration. Concentration spatiale notamment : des régions entières perdent leur industrie de transformation, et les marchandises circulent d'un bout à l'autre du pays ou du continent, à un coût environnemental qu'il faudra examiner un jour.

Les agriculteurs, qui ne s'assurent pas des chiffres d'affaires décents, sont quant à eux sous la perfusion de la politique agricole commune (PAC), via la fiscalité de ménages qui avaient cru faire une bonne affaire avec des carottes à 1,50 euros le kilo... qui avaient été payées 15cts au producteur (1). On paye ainsi deux fois le produit, à la caisse et sur la feuille d'imposition. Et la grande distribution empoche les bénéfices.

Lors de la crise de la vache folle, une taxe d'équarissage est mise en place qui est recueillie sur les ventes de viande par les commerçants. Elle permet de financer la gestion de la crise par les autorités et en quelques années lève deux milliards de francs. Plus tard un directeur de supermarché porte plainte devant l'Union européenne pour ce rôle qu'il a été tenu de remplir, indûment selon lui. L'Union européenne donne raison à la grande distribution, l'Etat français doit rembourser les deux milliards à la grande distribution... qui elle ne peut simplement pas (le voudrait-elle ?) rembourser ses consommateurs.

Ceux-ci payent donc trois fois : une première fois sur leur facture de viande, une seconde fois quand l'Etat doit rembourser la somme, une troisième fois quand l'Etat finance la gestion de la crise et l'équarissage. Bien joué !

violence ou une injustice préalable. Souvent au contraire il est suffisamment éduqué pour comprendre l'utilité du système de violence qu'il entretient pour les classes dominantes ou les clans politiques dont il fait partie.

Revenons en octobre 2005, Argenteuil. Si une dame dans une cité apostrophe N. Sarkozy en lui demandant de le débarrasser d'une « racaille » qui a une influence négative sur sa vie de tous les jours, on peut bien excuser la violence de son propos. Si un ministre de l'Intérieur reprend ce terme, lui qui ne doit pas rentrer souvent du super avec son cabas et des ados qui tentent de lui voler ce qui en dépasse, sa violence est calcul, elle n'est pas un cri du cœur spontané, viscéral. Si les conséquences de cette insulte publique envers un groupe social sont que le ministre réussit à prouver (!) que nos rues sont peu sûres et hantées par de jeunes « sauvageons » et à imposer ainsi la légitimité de son discours politique, alors oui, il participe à l'affirmation d'une culture de violence.

Imposer de nouvelles contraintes sur les corps

Une nouvelle exigence sociale de sécurité (alimentaire ou physique) s'impose lentement dans nos pays. Vigipirate, 11-septembre, permettent d'imposer à chacun-e une perte conséquente de liberté. Fouille des sacs, des coffres de voitures, permettent désormais de traquer les terroristes... et de contraindre tout le monde.

Juillet 2005, quelques jours après les attentats de Londres, les policiers dans les centres commerciaux mettaient ce fait malheureux en avant pour faire imposer la volonté des magasins que leurs visiteurs/ses emballassent leurs précédents achats, effets personnels, etc. dans des plastiques supplémentaires. Objectivement, ce geste est demandé pour éviter le vol en période de soldes (ben ouais !), mais c'est par la menace terroriste qu'on l'impose socialement. De même le passage dans les bus de ville par la porte avant. « En montant par l'avant, on avance ! » disait la publicité dans un bus, prouvant par une tautologie qu'il fallait



désormais monter par l'avant parce que... parce que. Mais d'autres villes ont communiqué sur un surcroît de sécurité pour les voyageurs. Bien sûr, obliger les voyageurs/ses à monter par l'avant et ensuite se déplacer dans le reste du bus est une contrainte désagréable et un nouvel acte contre la liberté de se mouvoir à sa guise. Mais c'est aussi une source de déplacements supplémentaires en milieu confiné, et donc de tensions entre voyageurs/ses, voire de disputes, et toujours de rappels à l'ordre de la part du/de la conducteur/rice : « Mesdames, messieurs, voulez-vous bien vous déplacer vers le fond du bus, s'il vous plaît ? ». Sécurité, donc ? Certainement pas, mais possibilité de contrôle par le/la conducteur/rice des voyageurs/ses avec ou sans billet, responsabilité nouvelle, source nouvelle de conflits avec les fraudeurs/ses.

Les contraintes quotidiennes augmentent, l'acceptation sociale aussi, mais le moindre refus, qu'il soit dû par des raisons politiques ou personnelles, devient conflit violent. La personne qui refuse de s'asseoir ici plutôt que là a le choix entre devenir l'objet d'une violence ou le sujet d'une nouvelle. La rébellion ou le contrôle, là où on avait une certaine liberté... on choisit souvent le contrôle.

Mais les actes de violence suscités par ces nouvelles exigences sécuritaires prouvent en un cercle vicieux la nécessité du contrôle ! Si le vigile du supermarché ou de gare suscite par son comportement agressif un acte de violence, heureusement qu'il est là pour la contrôler ! On n'en sortira jamais.

En finir avec l'escalade de la violence

On n'en sortira jamais si une culture de non-violence reste peu répandue dans nos sociétés. Être non-violent, ce n'est pas accepter de se faire casser la gueule sans répliquer. C'est comprendre les mécanismes qui font qu'on répond à une violence par une autre, dans ce dont les journaux télé ont fait un stéréotype : « l'escalade de la violence ». Laquelle escalade de la violence ressentie peut être utilisée dans des systèmes de violence politique ou institutionnelle qui se l'approprient. Voir la néo-colonisation organisée de la Palestine par Israël en réponse à la violence de populations qui ne font pas Etat.

C'est la compréhension même de la violence et de ses usages politiques qui construit une culture de non-violence. Et non pas l'atténuation, contrainte ou pensée, de ses manifestations les plus visibles.

Aude

Le paiement s'effectue à 30, 60, 120 jours, parfois plus. Pendant ce temps, Auchan ou Leclerc fait fructifier les sous, et le fournisseur s'endette. C'est jusqu'à 500 raisons qui ont été mises en évidence par les parlementaires lors de récents rapports, et qui constituent les fameuses (et méconnues) « marges arrière ».

De 10% du prix du produit dans les années 1980, elles sont désormais de l'ordre de 40 à 50% et augmentent de 2% environ par an. Un véritable racket sur lequel les fournisseurs peuvent difficilement s'exprimer.

En 2000, lors de la mise à jour de ce scandale, certains osent parler dans les médias. La réponse de la grande distribution est immédiate : ils sont déréférencés.

Le référencement est l'outil numéro un de la grande distribution. Pour exister aux yeux de la grande distribution et pouvoir être commandé par les chefs de rayon, un produit doit être référencé.

Le fournisseur paye entre 120 et 150 euros par produit différent (yaourt à la fraise, yaourt à la vanille, yaourt par 4 ou par 12, etc.) et par point de vente.

La facture peut atteindre des millions. Sans que cela assure le succès du produit, puisque tous les concurrents se plient à ces conditions et se trouvent sur le même rayon.



Supermarchés et pouvoir d'achat : avec Sarko, je positive !

On sait combien, en matière d'urbanisme, la grande distribution a participé à la distension des tissus urbain... et social. C'est à coups de bagnole que l'on va en périphérie remplir son frigo pour la semaine, en passant devant une caissière anonyme, à temps partiel imposé et fragmenté. Mais le supermarché ne se contente pas de mettre à mal le « doux commerce » et ses conditions humaines et sociales, il s'attaque à d'autres pans de notre société.

C'est à ce titre que ce système mérite d'être décrit dans cette brochure. Les récentes dispositions du gouvernement Sarkozy à l'endroit de ce secteur d'activités révèlent un projet de société qui pourrait nous être imposé sous le prétexte du « pouvoir d'achat ».

Rackett organisé

Le prix d'achat des produits est négocié par les cinq centrales d'achat de la grande distribution. Elle achète 90 ou 95 un produit qui sera vendu 100 au

Le libre-échange va apporter la prospérité aux agriculteurs du monde entier...

consommateur. Jusqu'ici, tout va bien.

C'est ensuite que le fournisseur de ces produits est soumis à des exigences de plus en plus fantaisistes. Il doit payer des services qu'il ne demande pas : mise des produits en tête de gondole, sur les catalogues, en avancée de caisse, etc.

Sa première livraison est gratuite, comme le serait aussi une livraison qui arriverait avec quelques minutes de retard.



Le conflit, c'est bon !

Paradoxalement, alors que Nicolas Sarkozy, au même ministère que son mentor des Hauts-de-Seine Charles Pasqua, a été et demeure le passeur en France d'une culture de violence nouvelle, le voici depuis le premier tour de l'élection en étouffeur de conflits.

Tous ensemble

L'« ouverture à gauche », l'association (sur aucun contrat transparent) de personnalités du PS au gouvernement ou aux réformes institutionnelles, peut être comprise par les esprits naïfs comme une réconciliation en vue d'une gestion pragmatique du pays... « Ma seule idéologie, c'est le pragmatisme. » Une phrase en manière de paradoxe spirituel, dans laquelle N. Sarkozy se place hors-système idéologique, comme avant lui Ronald Reagan, Margaret Thatcher, etc. Avec le ton de l'évidence, yeux écarquillés et bras ballants, qu'il adopte souvent : vous n'allez pas me contredire, tout le monde sait bien que...

Le sarkozysme n'est pas un pragmatisme : la destruction des solidarités nationales est un projet politique fort, qui ne s'appuie sur aucune mécanique scientifique, c'est un projet qui rapproche néolibéralisme et néoconservatisme depuis trois ou quatre décennies.

Mais si c'était véritablement du pragmatisme, cela sonnerait-il la fin des idéologies, comme il y a eu une fin de l'Histoire ? Circulez, il n'y a plus rien à penser, nous sommes tou-te-s d'accord. Un effacement du conflit politique, de la pensée politique, création continue et confrontation des idées sur « comment vivre ensemble ».

Le travail comme super-lien politique

Le « vivre ensemble » est conçu par les défenseur-e-s de la pensée sarkozyste comme d'une grande simplicité, il n'appelle plus la réflexion, il naît d'un consensus « naturel ».

Mettons en avant Christine Lagarde. Avocate d'affaires (comme J.-L. Borloo, N. Sarkozy, etc.), elle travaille pour les firmes américaines de biotechnologies (biocides et OGM) et son premier portefeuille est celui de l'Agriculture. Trop gros !

La voici au premier remaniement ministre de l'Economie, des Finances et de l'Emploi, porte-parole de l'idéologie socio-politique du travail. Celui-ci s'impose « naturellement » (« bien souvent » sous la plume de Ch. Lagarde) comme but commun à l'ensemble de la société, riches comme pauvres, personnes privées comme collectivités, qu'il participe à réconcilier.

« Cessons d'être aussi pudiques sur notre intérêt personnel, qui, bien souvent, rejoint celui du groupe. La lutte des classes est bien sûr une idée essentielle mais, de mon point de vue, essentielle pour les manuels d'histoire. »

« Cessons donc d'opposer les riches et les pauvres, comme si la société était irrémédiablement divisée en deux clans. »

Car le travail « met l'ensemble des professions sur un pied d'égalité : le grand patron comme le petit employé savent l'un et l'autre ce que c'est qu'une "grosse journée de boulot". »

Pas question d'admettre que riches et pauvres ont des intérêts différents, en matière de fiscalité, de services publics, etc. Ils et elles travaillent dans la même boîte, et cela suffit pour assurer leur solidarité !

Si la société, désormais apaisée, était le lieu d'une opposition, ce serait désormais celle des aristocrates de l'Ancien Régime et de la RTT, méprisant-e-s envers le travail, intellectuel-le-s dont la régression consiste à ignorer la pratique, contre tou-te-s ceux et celles qui vont au turbin. En RER, en Porsche ou en Supercinq pourrie, qu'à cela ne tienne : tous ensemble.

le compte de la volonté de se distinguer en adoptant les habitudes de consommation de la classe immédiatement supérieure. Nul doute que ce système que nous avons décrit participe à la volonté de voir se diffuser des pratiques « de riches » dans les classes moyennes les plus aisées.

L'exploitation du « capital humain », qu'il réside dans les cerveaux ou dans les services qui appartenaient à la sphère non-marchande, est une forme de croissance économique que l'on affirme « propre » sur le plan écologique. Il n'en est rien. Elle participe non seulement de la fuite en avant du développement durable, mais aussi d'un projet de société d'une rare violence. Nul doute dans ce cas que le détail de l'emploi à domicile constitue une part importante de la construction de la France d'après...

Aude

Pour un exposé clair et rigoureux de ces questions :

« **La supercherie de l'externalisation des tâches domestiques** », Sandrine Rousseau et François-Xavier Devetter, Entropia n° 2, 2007, Parangon
Hervé Kempf, **Comment les riches détruisent la planète**, Le Seuil, 2007



Faire faire le ménage par une personnes étrangère au couple, c'est aussi accepter que les tâches ménagères ne se soient toujours pas bien réparties entre hommes et femmes. C'est à ce titre que les autorités suédoises ont longtemps refusé d'accompagner le « boom de la femme de ménage », témoignage de la violence de la société que nous faisons... ensemble.

On ne peut faire ici qu'une brève allusion au psychisme d'une personne habituée à refuser de voir sa merde, qu'elle fait nettoyer par une autre. Rapport au corps et à son milieu de vie incomplet, confrontation à l'altérité (à travers la boniche prolo) qui se résoud dans le mépris et la contrainte... on n'ose pas imaginer la capacité à faire société dans ces conditions.



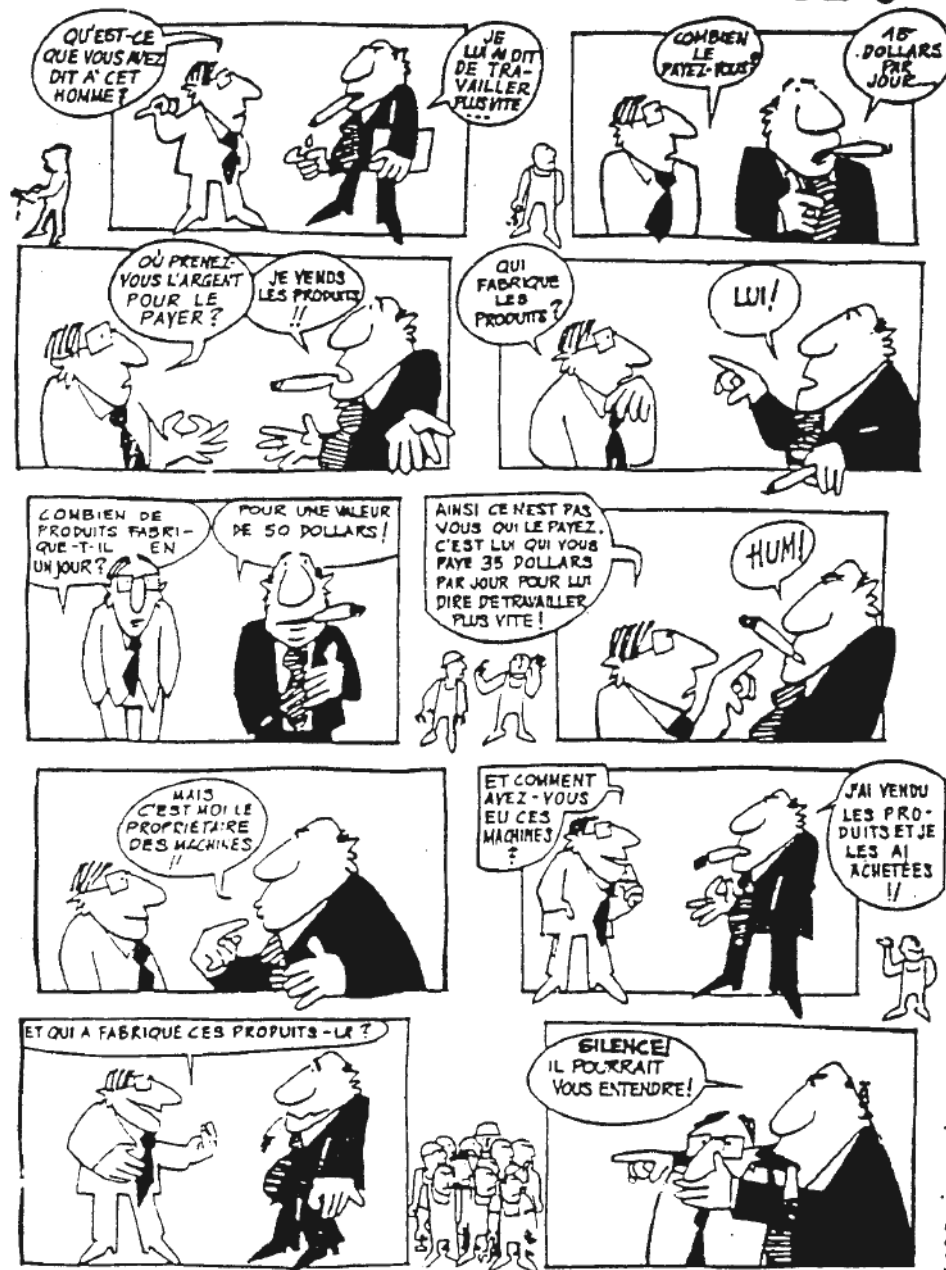
La femme de ménage et le développement durable

Des conséquences environnementales ? Alors que le télé-travail un jour par semaine des travailleurs/ses intellectuel-le-s est censé assurer des économies non négligeables d'énergie, il est des employées qui vont trois fois au boulot dans la journée, et passent entre 4 et 6h dans les transports.

Pendant que leurs employeurs/ses peuvent se livrer aux plaisirs de travailler plus pour gagner plus.

Délocaliser ses obligations domestiques, c'est se donner la possibilité de travailler plus de 45h par semaine. Au-delà de cette limite, on note que le mode de vie change substantiellement, avec le recours moindre aux transports en commun et la consommation accrue de voyages à forfait, souvent en avion. Hervé Kempf, dans son pamphlet **Comment les riches détruisent la planète**, met le mode de vie occidental, prédateur et impossible à généraliser, sur

LES PATRONS SONT-ILS INDISPENSABLES ?



Tract de 1968 : Nous aussi on sait faire des "hommages" à Mai 68 !

« C'est pourquoi j'aimerais vous dire : assez pensé, assez tergiversé ; retrouvons tout simplement nos manches ! » (1)

Trop de négociation tue la négociation ?

Pareil pour l'écologie (absente du discours de Ch. Lagarde), elle n'est plus une vision du monde, mais une bonne volonté unanimement partagée. L'Alliance pour la planète note les programmes de candidat-e-s à l'élection de 2007, distinguant ceux qui parlaient d'écologie et ceux qui la mettaient en pratique. N. Hulot, en faisant signer à tout le monde le même pacte, remet les pendules à zéro. Une nouvelle fois, tou-te-s ensemble, tou-te-s pareil. Les deux Nicolas aiment l'unanimité.

On a pu rappeler que les accords de Grenelle, au ministère du Travail en 1968, étaient le fruit d'une conciliation des intérêts après un conflit social majeur. Tandis que le Grenelle de l'environnement intervenait avant un véritable essor des acteurs/rices de l'écologie (et après le déclin du parti mettant l'écologie au centre de la politique), avant une compréhension complète de leur propos et de leurs propositions. En clair, avant qu'ils et elles deviennent des adversaires dignes de ce nom, qu'ils et elles puissent faire valoir leurs positions dans une négociation serrée.

On le dit, la culture politique française se distingue par une capacité très faible à négocier, mais la table rase de Sarkozy ne tend-elle pas vers le même résultat ? Au fond, résoudre le conflit avant qu'il ait lieu permet aussi, les adversaires restant trop faibles, de ne pas passer par la case de négociations complexes et difficiles, au cours desquelles il faut donner pour recevoir.

Si l'on met en parallèle cet effacement du conflit de pensée avec le durcissement de la violence dans les vies, on imagine combien ce système vise à une concentration exceptionnelle du pouvoir, avec l'effacement des contre-pouvoirs. Il y aura beaucoup à reconstruire après ces nouveaux âges farouches.

Aude

(1) Discours-programme du 10 juillet 2007 à l'Assemblée nationale, à retrouver sur www.minefi.gouv.fr.

Le recours à une femme de ménage dépend très peu des besoins que peuvent avoir certains ménages, du travail à temps complet des deux parents ou du nombre d'enfants par exemple. Il dépend surtout du revenu du ménage, car il devient significatif chez les 10% les plus riches.

En clair : on n'a pas forcément besoin de faire faire le ménage chez soi, mais quand on n'a pas envie de le faire soi-même, on se paye ce luxe si on en a les moyens.

Un projet de société

Les politiques actuelles promeuvent pourtant le recours à la femme de ménage jusque dans les classes moyennes, et aident à financer ces nouveaux emplois. Est-ce une aide de plus pour les ménages qui paient des impôts ? ou un projet de société ?

Côté social, on doit noter l'ignominie que représente des baisses d'impôts supplémentaires pour les plus aisés.

Et condamner les conditions de travail auxquelles resteront soumises les femmes de ménage. Un domicile ne peut être considéré comme un lieu de travail, et à ce titre l'inspection du travail ne peut y entrer. Les personnes qui sont employées au domicile d'une autre ne peuvent en aucun cas bénéficier de la protection que nous devons à tou-te-s les travailleurs/ses.

Côté culturel, c'est une vraie « fracture sociale » qui s'annonce : ceux et celles qui gagnent correctement leur vie, celles qui nettoient leur merde à vil prix. Puisque les working poors sont en majorité des femmes, nous ne pouvons oublier l'approche de genre, et la soumission économique à un homme qui reste nécessaire à la femme seule pour sortir le bec de l'eau.



Exploitions-nous les unEs les autres



Il est une économie qui n'a pas (ou si peu) d'impact sur l'environnement, une économie qui dans le cadre du développement durable doit connaître un nouvel essor et que des politiques fiscales attractives peuvent stimuler. Il s'agit de l'emploi à domicile, appelé aussi « nouveaux services », qui répond à des besoins jusque là méprisés... Quels besoins ? Y répondre dans quelles conditions ? Et avec quel impact sur l'environnement ? sur le lien social ?

Le boom de la femme de ménage

Les agences d'emploi à domicile, qui fleurissent dans les villes depuis la rentrée 2006, près des agences de travail temporaire, présentent des besoins légitimes : cours particuliers qui peuvent améliorer le quotidien des étudiantEs en palliant le manque de connaissances scolaires de certains parents des classes populaires ; soin aux personnes âgées soucieuses de continuer à vivre chez elles, etc. Le ménage est l'une de ces activités, masquée par la diversité de l'emploi à domicile, mais qui représente un tiers de cette forme d'emploi.

Car c'est de cela qu'il s'agit : défiscaliser le recours à l'emploi de femmes, plutôt âgées et non diplômées, dans les demeures de familles très aisées.

Caricature ? Les économistes Sandrine Rousseau et François-Xavier Devetter s'attachent à dresser un tableau précis de cette activité.

Ce sont des femmes qui assurent ces boulots, elles sont souvent plus âgées que les serveuses et les caissières qui sont aussi peu diplômées ; dans des situations sociales difficiles, elles se plaignent plus fortement de la pénibilité physique de leur travail, et elles atteignent rarement le SMIC.

C'est qu'elles ne travaillent pas à temps plein, passant un temps important et non rémunéré dans les transports entre deux maisons.



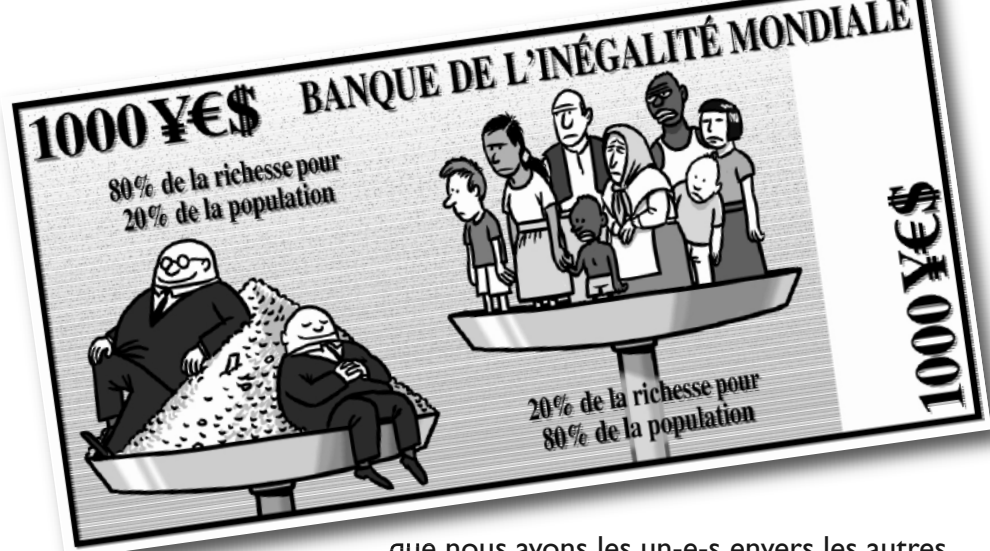
J'assume !

Nicolas Sarkozy, la responsabilité et nous... Si hier les écolos pouvaient à juste titre regretter la disparition de la valeur « responsabilité », la voici qui refait surface. Sauf que tout le monde n'y est pas soumis de la même manière.

La perte du lien

L'outil automobile a fortement contribué à la perte de lien entre l'individu moderne et le monde qui l'entoure. Aussi l'automobiliste peut-il dire « j'assume » chaque fois que ses actes sont mis en question, comme si dire suffisait pour ne pas faire (1). Physiquement, il n'est pas tenu d'accepter la responsabilité de son coup de klaxon rageur, de son refus de céder la priorité au piéton : un coup d'accélérateur, et le voici plus loin. La dilution de la responsabilité en permet aussi la disparition : 135 malheureux grammes de CO₂/km sont-ils la cause l'effet de serre mondial ? L'environnement est un domaine dans lequel les causes sont éloignées, dans le temps et dans l'espace, de leurs effets, d'où la difficulté d'appréhender, de comprendre à leur juste mesure ces phénomènes.

Et l'on sait combien les politiques néolibérales (ou idolâtres du capitalisme) se sont évertuées à faire disparaître le lien social, la responsabilité



que nous avons les un-e-s envers les autres.

Margaret Thatcher disait : « *La société, ça n'existe pas.* » D'où le refus de continuer à faire vivre une communauté d'intérêts liée par l'impôt, le service public. Un chef d'entreprise ne doit rien à personne, comme si son patrimoine avait pu exploser de la même façon au Bénin ou en France. La société, si tant est qu'elle existe, n'a plus rien à offrir, au mieux est-elle la somme des micro-communautés ou « tribus » qui la composent.

L'histoire et la culture d'une société n'existent pas plus quand une personne est réduite à son héritage génétique, son moi « pur », né hétérosexuel, comme N. Sarkozy croit l'être. (2)

Devant cette perte du lien, reconnaître la responsabilité comme l'une de ses valeurs, avec l'autonomie et la solidarité, n'est pas le moindre des mérites de l'écologie politique. Mais de même que le mot « liberté » a été dévoyé (on est désormais « libre » de nuire), on assiste désormais à une exigence nouvelle et paradoxale de « responsabilité ».

Une nouvelle responsabilité

Plus aucune mauvaise excuse n'est désormais acceptable, et les sociologues sont priés de ne plus excuser aucune conduite déviante, qu'elle soit urbaine, humaine ou sanitaire. Tout le monde assume. Ou est tenu de le faire. Devant les étudiants de l'université de Dakar, Sarkozy balaye d'un seul coup de main les décennies de colonialisme puis de Françafrique : « *Je ne suis pas venu, jeunes d'Afrique, pour m'apitoyer sur votre sort, parce que votre sort est d'abord entre vos mains. Que feriez-vous, fière jeunesse africaine, de ma pitié ?* » (3)

Car la pitié, c'est la relégation hors de sa position sociale. C'est ce qui attend quiconque n'assume plus. Comme des parents qui ont du mal à faire comprendre les règles de base de la diététique à leurs gosses nourris de pub pour des aliments gras et/ou sucrés... Plutôt que d'interdire la pub en direction des gamins, ou (moins ambitieux) d'exiger le rappel de ces règles dans chaque pub (manger-bouger), la France qui assume, celle que l'on carresse chaque soir à 20h dans le sens du poil, a un projet qui grattera moins l'industrie agro-alimentaire. Devant les problèmes d'obésité, pourquoi s'interdire d'ôter leurs droits familiaux aux parents incapables d'assumer ces responsabilités sanitaires ? Ben oui, pourquoi ?

Egalité des chances ?

Finalement, le nouveau concept d'« égalité des chances » ne dépare pas de ce malheureux tableau. Que cette égalité de départ soit fantasmée ou qu'on s'en donne les moyens, on demande à chacun d'assumer le résultat auquel il parvient. Ici le contexte social est encore nié, et les qualités personnelle mises en valeur, au premier rang desquelles le travail. Depuis longtemps les doctrines politiques officielles ont individualisé le chômage, en le disant lié à la trop grande attractivité des aides et des minima sociaux. Le mouvement continue, tapant dans tous les domaines de la vie. Sarko ne fait qu'adapter à la France, avec un peu de retard, les structures mentales les plus aberrantes du capitalisme.

Aude

(1) *C'est la même expression qu'utilisent le conducteur d'un camion de police garé sur un trottoir quand je le prends à partie, ou un jeune gars prêt à accepter un cancer du poumon comme punition d'une vie d'automobiliste... et qui tombe des nues en apprenant qu'on peut choper la même chose à vélo ou à pied. L'anecdote date d'un temps où la pollution urbaine était mieux prise en compte que l'effet de serre.*

(2) Michel Onfray : « *Je pense que nous sommes façonnés, non pas par nos gènes, mais par notre environnement, par les conditions familiales et socio-historiques dans lesquelles nous évoluons.* » N. Sarkozy : « *Je ne suis pas d'accord avec vous. J'inclinerais, pour ma part, à penser qu'on naît pédophile. [...] Les circonstances ne font pas tout, la part de l'inné est immense.* » Philosophie magazine n° 8

(3) Discours du 26 juillet 2007, on notera également de lourds effets stylistiques de répétition, ainsi qu'un appel à « l'avènement de l'Eurafrique ».